RESPECT MAGAZINE
4 PLACE DE VALOIS
75001 PARIS - 01 40 20 06 41

AVR/JUIN 07
Bimestriel

Surface approx. (cm²) : 1722

Société

Dossier réalisé par Hélène Ganzmann

C'est bien connu, les banques ne prêtent qu'aux riches. Micro-crédits, prêts-conso, business angels, fonds d'investissement, banques communautaires, tontines. Du système D aux mécanismes complexes, on trouve une multitude d'outils pour monter une entreprise.

Créer sa boîte quand

Quinze millions de Français souhaitent se mettre à leur compte. Mais seulement 200 000 nouvelles entreprises voient le jour chaque année. Entre 2003 et 2005, ce chiffre a augmenté de 26 %. Résultat de mesures emblématiques visant à démythifier l'entrepreneuriat. Depuis la loi pour l'initiative économique, il suffit d'un euro pour lancer sa structure. Un piège ? L'avenir le dira. Mais les études montrent que plus l'entrepreneur investit au départ, plus sa société est capable de durer. 55 % des entreprises créées avec moins de 7500 euros ne passent pas le cap des cinq ans. Ce taux chute de dix points pour celles qui démarrent avec plus. Objectif donc : trouver de l'argent. La banque ? Inutile de s'y frotter pour qui ne possède pas un patrimoine susceptible de servir de garantie. Alors quoi ? Tout dépend de l'ampleur du projet. S'agit-il de créer son emploi ? Ou de fonder une structure qui embauchera d'emblée une dizaine de personnes ? Faut-il acheter un fonds de commerce ? Du matériel ?

Mécanisme de plus en plus médiatisé, le micro-crédit. D'autant qu'il investit les quartiers. Depuis 1997, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) a ouvert vingt-huit bureaux en Zone urbaine sensible (Zus). En 2001, elle y accorde cent prêts. Plus de mille trois cents en 2006, sur un total de sept mille pour tout l'Hexagone. Un crédit à taux zéro oscillant entre 2500 et 5500 euros. Pouvant aller jusqu'à 10 000 euros si l'on y ajoute les primes de l'État et de collectivités locales. « *Nous intervenons auprès d'un public précaire*, explique Sébastien Chaze, coordinateur quartier à l'Adie. *Une personne sur deux touche les minima sociaux. Le taux de pérennité des entreprises que nous soutenons est pourtant de 54 % à trois ans. Le taux de réinsertion, de 75 %. Ça veut dire que trois personnes sur quatre sont toujours à la tête de leur société ou ont retrouvé un emploi.* » Critères d'acceptation du dossier : savoir-faire, capacité de remboursement, débrouillardise et aptitude à trouver des clients. « *Rien à voir avec de la charité*, poursuit M. Chaze. *Nous essayons de rendre les gens autonomes et crédibles.* » Pour qu'ils aillent ensuite frapper à la porte d'autres organismes.

1997 : le micro-crédit investit les quartiers.

Du côté des business angels notamment. Nettement moins regardants que les banques sur la tête du client. « *Ils n'ont que le souci de la rentabilité, de la plus-value*, assure Majid El Jarroudi, membre de Jef, Jeunes entrepreneurs de France (voir encadré). *Ils misent sur l'expérience et font bien plus qu'investir de l'argent. Ils ouvrent les portes de leur réseau.* » Depuis quelques mois, on voit apparaître des anges spécialisés. D'abord Femmes Business Angels, qui met en relation des femmes investisseurs avec des porteurs de projets des deux sexes. « *Mais forcément, les femmes viennent nous voir en espérant être mieux comprises*, assure Béatrice Jaffrineau, fondatrice de ce réseau. *En France, elles représentent 30 % des créateurs d'entreprise ; 50 % dans les projets qui nous arrivent.* » Autre discrimination, autre réponse : les Business angels des cités (Bac). À leur tête, Aziz Senni, entrepreneur originaire de

« Nous essayons de rendre les gens autonomes et crédibles. »

D.R.

Sébastien Chaze, coordinateur quartier à l'Adie

Eléments de recherche : FEMMES BUSINESS ANGELS : réseau de promotion de l'implication des femmes dans les entreprises, toutes citations

RESPECT MAGAZINE
4 PLACE DE VALOIS
75001 PARIS - 01 40 20 06 41

AVR/JUIN 07
Bimestriel

Surface approx. (cm²) : 1722

on est pauvre

Mantes-la-Jolie (95)[1], soutenu par de grands noms de la finance: Claude Bébéar (Axa), Gonzague de Blignières (Barclays), Éric de Rothschild (Domaine des barons de Rothschild). Le but: investir dans le capital de TPE et PME en phase de création ou de développement, en banlieue. 10 000 à 50 000 euros, pouvant venir en complément d'un micro-crédit.

D'autres fonds de ce genre se mettent en place. Planet Finance, sous l'impulsion de Jacques Attali, lance Financités, une société de capital risque solidaire, destinée à prendre des participations dans des micro-entreprises. Jusqu'à 50 000 euros de dotation pour des entrepreneurs installés en Zus ou qui y résident. Un autre fonds de capital développement, financé par plusieurs investisseurs institutionnels, pourrait rapidement voir le jour. Trente millions d'euros «*pour prendre des participations dans des TPE et des PME en phase de croissance et dirigées par des entrepreneurs qui ont difficilement accès aux réseaux et aux capitaux*, souligne Laurence Méhaignerie[2], initiatrice du projet. *Implantation en Zus, femmes autodidactes, parcours atypiques, etc. Il s'agit d'une démarche économique, pas sociale.*»

Des fonds pour soutenir des profils atypiques

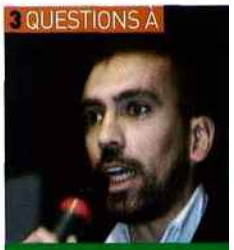
Plus anecdotique, le prêt à la consommation. Cetelem, Cofidis, Carrefour finances, Finaref... D'ordinaire, on fait plutôt appel à ces organismes pour acheter un téléviseur ou une voiture. Mais ils financent de plus en plus des projets professionnels. Rebaptisés «prêts personnels», ils donnent droit à une réserve d'argent allant jusqu'à 30 000 euros. Le hic? Un taux d'intérêt qui avoisine parfois les 8%! À expérimenter en dernier recours donc.

Face à cette multitude de services, mieux vaut se faire conseiller. Les Boutiques de gestion ou des associations assurent cette mission de guide. En plus de donner des pistes financières, elles accompagnent tout le processus de création d'entreprise: démarches administratives, aides publiques, exonérations fiscales, toutes sortes d'infos susceptibles de faire gagner du temps à l'entrepreneur en herbe. Donc de l'argent.

1. Auteur de *L'ascenseur social est en panne, j'ai pris l'escalier*, Éd. l'Archipel.
2. Rédactrice du rapport *Les Oubliés de l'égalité des chances*, elle a coordonné le lancement de la Charte de la diversité et cofondé le mouvement Dynamique Diversité.

Majid El Jarroudi, de l'association Jeunes entrepreneurs de France (Jef), a mené une enquête sur l'entrepreneuriat dans les quartiers.
www.dynamique-diversite.fr.

3 QUESTIONS À



Le micro-crédit, aubaine pour les quartiers?
Ça m'ennuie que l'on n'ait trouvé que ce système. Il s'agit d'un outil de lutte contre la pauvreté. Dans les pays du Sud, il a toute sa place. Mais ici, le message est catastrophique. Seuls les gens qui souhaitent créer leur propre emploi se tournent vers lui. Ceux qui jusque-là travaillaient de manière informelle et qui décident de se déclarer. Rien à voir avec de l'entrepreneuriat.

La faute aux banques?
En partie. Parce qu'elles ne veulent prendre aucun risque. Leurs critères d'attribution des prêts sont très discriminants. L'apport personnel et l'expérience dans le métier, passent encore. Mais mettre en gage un patrimoine! Qui peut apporter des garanties comme un appartement ou des actions?

Alors que faire?
L'État n'apporte que des réponses conjoncturelles. Il faut mettre en place des solutions structurelles, des politiques d'aide à l'entrepreneuriat. Parier sur l'innovation. Sortir de l'assistanat. Valoriser le travail. Préserver son indemnité chômage ou son RMI en reprenant une activité, comme c'est le cas depuis peu, constitue une avancée.

Eléments de recherche : FEMMES BUSINESS ANGELS : réseau de promotion de l'implication des femmes dans les entreprises, toutes citations

RESPECT MAGAZINE
4 PLACE DE VALOIS
75001 PARIS - 01 40 20 06 41

AVR/JUIN 07
Bimestriel

Surface approx. (cm²) : 1722

→ EXPÉRIENCES

Flop Un fast-food en région parisienne

Franck Vibert

Hussein El Ganainy

« Un rendez-vous tous les deux mois avec un conseiller de la Boutique de gestion, deux heures d'entretien. À chaque fois, l'occasion de poser toutes nos questions sur la législation. Deux stages, en cuisine et en gestion. Dresser un business plan. Trouver le fonds de commerce à racheter. Le Kremlin-Bicêtre, dans un quartier qui bouge. Donc avec possibilité de faire du chiffre. 70 000 euros à débourser. Ma cousine étant déclarée handicapée, l'Agefiph[1] nous en prêtait 10 000, si nous apportions 50 % de la somme. 35 000 euros ! Pour l'instant, le projet est en suspens. Mais aujourd'hui, je sais comment tout cela fonctionne.

1. Association pour l'emploi des personnes handicapées.

Top Une société de coaching en zone franche

Franck Vibert

Rachida Bouatassa Martin

« Enfant d'immigrés, issue d'une classe très moyenne, femme, métissée, cinq enfants, 1,58 m : on peut rêver mieux ! Mais ces handicaps sont ma force. Je suis cependant très amère envers les établissements bancaires. Mot d'ordre : risque zéro. Une banque des Mureaux (78) m'a d'abord accordé un prêt de 30 000 euros. Une semaine avant l'ouverture de mon centre de formation, elle se désiste ! Lasse, je suis allée chez Carrefour et j'ai obtenu, sous quarante-huit heures, un prêt à la consommation. Où est l'esprit d'entrepreneuriat ? Quant aux aides publiques, j'attends toujours qu'on m'en donne le mode d'emploi. Un vrai labyrinthe !

EN SAVOIR PLUS

Micro-crédit
Adie www.adie.org
Tél. 0800 800 566 (n° vert)
Planet Finance
www.planetfinance.org

Crédit à la consommation
Carrefour finances www.pass.fr
Cetelem www.cetelem.fr
Cofidis
www.cofidis.fr/credit_en_ligne
Finaref www.finaref.fr

Business angels
Bac www.scr-bac.fr
Femmes Business Angels
www.femmesbusinessangels.org

Personnes handicapées
Agefiph www.agefiph.fr

Accompagnement conseil
Boutiques de gestion
www.boutiques-de-gestion.com
Jef www.j-e-f.fr

Tontines ou banques communautaires

Certaines communautés sont très bien organisées financièrement. C'est le cas notamment des Turcs, des Arméniens, mais surtout des Chinois. Installés en France, ils importent leur système de coopératives. Chaque membre paie une cotisation ; en cas de coup dur pour l'un d'entre eux, il est autorisé à piocher dans la caisse. Ici, cet argent sert presque exclusivement à la création d'entreprise. Il n'est pas rare que cette communauté sorte plusieurs centaines de milliers d'euros pour racheter un bar ou tout autre commerce. En liquide...
Pourquoi les communautés maghrébine et noire-africaine échappent-elles à ce système, pourtant très implanté dans leurs pays d'origine ? « *Pour que ça fonctionne, il faut une vraie communauté, une immigration homogène*, explique Majid El Jarroudi. *Pas uniquement une communauté de destin comme c'est le cas des Maliens ou des Marocains.* »

Le Small business act

Les USA, pays de multinationales et de grandes entreprises ? Que nenni ! 99 % de son tissu économique est composé de PME. Et cela, grâce au Small business act. Voté en 1953, ce texte impose que les marchés publics fédéraux inférieurs à cent mille dollars leur soient réservés. Une manne financière de 65 milliards de dollars. Importable en France ? Pas tel quel. Les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont passés par là et les États-Unis ont négocié sec pour préserver cette charte. Ailleurs, le marché doit être libre et concurrentiel. Impossible de déroger, même pour des raisons éthiques ! À moins de convaincre l'Union européenne d'invoquer la règle de réciprocité. Un dispositif législatif qui prendra des années avant d'aboutir. En attendant, la loi de décentralisation Raffarin permet d'effectuer des expérimentations limitées dans le temps et sur un territoire. Rien n'empêche donc les communautés urbaines de se lancer dans cette démarche proactive.

Eléments de recherche : FEMMES BUSINESS ANGELS : réseau de promotion de l'implication des femmes dans les entreprises, toutes citations